




Informations de base	
2023/2129(DEC) DEC - Procédure de décharge	Procédure terminée
Décharge 2022 Budget général de l'UE - Commission Subject 8.70.03.12 Decharge 2022	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond		Date de nomination
	CONT Contrôle budgétaire	GARCÍA MUÑOZ Isabel (S&D)	12/07/2023
		Rapporteur(e) fictif/fictive HOHLMEIER Monika (EPP) CHASTEL Olivier (Renew) VON CRAMON-TAUBADEL Viola (Greens/EFA) CZARNECKI Ryszard (ECR) KUHS Joachim (ID) FLANAGAN Luke Ming (The Left)	
	Commission pour avis		Date de nomination
	AFET Affaires étrangères	CSEH Katalin (Renew)	20/09/2023
	DEVE Développement	COMÍN I OLIVERES Antoni (NI)	20/09/2023
	INTA Commerce international	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	BUDG Budgets	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	ECON Affaires économiques et monétaires	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	



	EMPL Emploi et affaires sociales		TOMC Romana (EPP)	18/07/2023
	ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire		Président au nom de la commission CANFIN Pascal (Renew)	11/09/2023
	ITRE Industrie, recherche et énergie		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	TRAN Transports et tourisme		VITANOV Petar (S&D)	11/10/2023
	REGI Développement régional		OMARJEE Younous (The Left)	20/09/2023
	AGRI Agriculture et développement rural		LINS Norbert (EPP)	19/07/2023
	PECH Pêche		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	CULT Culture et éducation		FRANZ Romeo (Greens/EFA)	19/09/2023
	JURI Affaires juridiques		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures		ZDECHOVSKÝ Tomáš (EPP)	13/11/2023
	AFCO Affaires constitutionnelles		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres		BIEDROŃ Robert (S&D)	24/10/2023
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Budget		HAHN Johannes	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé

28/06/2023	Publication du document de base non-législatif	COM(2023)0391 	
12/09/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
04/03/2024	Vote en commission		
20/03/2024	Dépôt du rapport de la commission	A9-0139/2024	
10/04/2024	Débat en plénière		
11/04/2024	Décision du Parlement	T9-0228/2024	Résumé
11/04/2024	Résultat du vote au parlement		
10/10/2024	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2023/2129(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CONT/9/12735

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Avis spécifique	AGRI	PE756.075	20/11/2023	
Projet de rapport de la commission		PE753.552	12/01/2024	
Avis de la commission	TRAN	PE753.718	23/01/2024	
Avis de la commission	FEMM	PE754.838	24/01/2024	
Avis de la commission	LIBE	PE756.204	24/01/2024	
Avis de la commission	DEVE	PE756.272	25/01/2024	
Avis de la commission	AFET	PE755.024	31/01/2024	
Avis de la commission	EMPL	PE752.906	05/02/2024	
Avis de la commission	REGI	PE755.040	07/02/2024	
Avis de la commission	CULT	PE753.716	08/02/2024	
Avis de la commission	ENVI	PE754.665	12/02/2024	
Amendements déposés en commission		PE758.988	13/02/2024	
Amendements déposés en commission		PE758.989	13/02/2024	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0139/2024	20/03/2024	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0228/2024	11/04/2024	Résumé

Conseil de l'Union				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif complémentaire		06179/2024	12/03/2024	
Document de base non législatif complémentaire		06181/2024	12/03/2024	
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif		COM(2023)0391 	28/06/2023	
Document de suivi		COM(2024)0267 	25/06/2024	
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
CofA	Cour des comptes: avis, rapport	N9-0060/2023 JO C 000 04.10.2023, p. 0000	04/10/2023	

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	26/01/2024	UNRWA
FRANZ Romeo	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	05/12/2023	Network of European Voluntary Service
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	28/11/2023	Directorate-general for International Partnerships of the European Commission
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	15/11/2023	European Court of Auditors
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	17/10/2023	Directorate-general for Research and Innovation of the European Commission
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	13/10/2023	Directorate-general for Budget of the European Commission
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	09/10/2023	Secretariat-General of the European Commission
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	04/10/2023	European Court of Auditors
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	<div>CONT</div>	03/10/2023	Directorate-general for Regional and Urban Policy
GARCÍA MUÑOZ	Rapporteur			

Isabel	(e)	CONT	02/10/2023	European Court of Auditors
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	CONT	20/09/2023	Directorate-general for Budget of the European Commission Directorate-general for Regional and Urban Policy
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	CONT	15/09/2023	Directorate-General for Budget of the European Commission
GARCÍA MUÑOZ Isabel	Rapporteur (e)	CONT	13/09/2023	Recovery and Resilience Task Force of the European Commission Directorate-General for Economic and Financial Affairs of the European Commission

Acte final	
Budget 2024/2226 JO OJ L 10.10.2024	Résumé

Décharge 2022 Budget général de l'UE - Commission

2023/2129(DEC) - 10/10/2024 - Acte final

OBJECTIF : donner décharge à la Commission européenne pour l'exercice 2022.

ACTE NON LÉGISLATIF : Décision (UE, Euratom) 2024/2226 du Parlement européen concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2022, section III – Commission et agences exécutives.

CONTENU : le Parlement européen a décidé d'accorder décharge à la Commission sur l'exécution de son budget pour l'exercice 2022.

Cette décision est conforme à la résolution du Parlement européen adoptée le 11 avril 2024 et comprend une série d'observations qui font partie intégrante de la décision de décharge (se référer au résumé daté du 11 avril 2024).

Dans cette résolution, le Parlement a souligné l'importance du budget de l'Union pour la réalisation des priorités politiques de l'Union et a souligné le rôle crucial que le budget de l'Union a joué en 2022 pour faire face aux conséquences de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine. Il a également rappelé l'importance de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) pour faire face au ralentissement économique consécutif à la pandémie de COVID-19 et que le modèle de mise en œuvre de la FRR impose des exigences beaucoup plus légères à la Commission, tout en réduisant la charge de contrôle de la Commission envers les États membres.

Le Parlement a noté qu'en 2022, 98,5% des crédits d'engagement disponibles ont été utilisés (179,4 milliards d'euros sur 182,2 milliards d'euros). Il s'est inquiété du fait que la Cour estime le niveau d'erreur pour les dépenses de 2022 à 4,2 % (3% en 2021 et 2,7% en 2020). Les députés sont préoccupés du fait que le reste à liquider total, qui représente des dettes futures dès lors qu'il n'est pas dégagé, a atteint un niveau record de 450 milliards d'EUR en 2022, dû à la fois à une augmentation des engagements liés à NextGenerationEU (tous les plans nationaux pour la reprise et la résilience ayant été adoptés en 2022) et au lent démarrage de la mise en œuvre de la période de programmation 2021-2027. Ils ont noté avec inquiétude que la dette de l'Union est passée de 236,7 milliards d'euros en 2021 à 344,3 milliards d'euros en 2022.

La Commission est invitée à :

- intensifier les efforts visant à améliorer la transparence dans l'utilisation des fonds, notamment en ce qui concerne les informations sur les bénéficiaires finaux;
- identifier les moyens d'aider les États membres à accélérer l'utilisation des fonds de l'Union et à réduire le niveau des engagements restant à liquider;
- prévoir des mesures suffisantes pour protéger le budget de l'Union des différents risques identifiés, notamment le RAL, l'augmentation de la dette, l'exposition accrue du budget, notamment à l'Ukraine, l'augmentation de l'inflation, etc.
- assurer la protection du budget de l'Union en recourant de manière généralisée et systématique à des systèmes numériques et automatisés pour l'établissement de rapports, de suivi et d'audit et établir d'urgence un système intégré et interopérable obligatoire s'appuyant, sans s'y limiter, sur les outils et bases de données existants dans le cadre de la refonte achevée du règlement financier.

Décharge 2022 Budget général de l'UE - Commission

2023/2129(DEC) - 11/04/2024 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé par 438 voix pour, 67 contre et 5 abstentions, de **donner décharge** à la Commission et aux agences exécutives sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2022 et d'approuver la clôture des comptes du budget général de l'Union européenne relatifs à l'exercice 2022.

Dans sa résolution adoptée par 417 voix pour, 172 contre et 22 abstentions, le Parlement a formulé les observations suivantes :

Priorités politiques

Le Parlement a réaffirmé son engagement ferme envers les valeurs et principes fondamentaux consacrés dans les traités, notamment la bonne gestion financière, ainsi que la lutte contre la fraude et la protection des intérêts financiers de l'Union. Il a souligné l'importance du budget de l'Union pour concrétiser les priorités politiques de l'Union et insisté sur le rôle crucial joué par le budget de l'Union en 2022 pour faire face aux **répercussions de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine**. Il a également insisté sur la contribution de la **facilité pour la reprise et la résilience** (FRR) et sur le soutien qu'elle représente pour aider les États membres à se remettre des conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19, craignant toutefois que les fonds européens pour la reprise et la résilience ne constituent un risque pour la protection des intérêts financiers de l'Union, compte tenu des faiblesses constatées dans les systèmes d'information et de contrôle des États membres.

Les députés ont demandé d'appliquer rigoureusement les règles financières de l'Union à tous les programmes et à tous les bénéficiaires et de procéder à des évaluations ex post et à mi-parcours des programmes financiers instaurés pour faire face aux crises. Faisant remarquer que l'état de droit se détériore dans certains États membres, ils ont souligné l'importance capitale du **mécanisme de conditionnalité liée à l'état de droit** pour protéger le budget de l'Union.

Le Parlement est préoccupé par le retard important dans le début de la mise en œuvre pour la période de programmation 2021-2027 dû à l'adoption tardive d'un certain nombre de règlements sectoriels régissant différentes politiques publiques de l'Union, telles que la politique de cohésion. Il a invité instamment la Commission et les États membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour continuer d'accélérer la mise en œuvre des politiques publiques sur le terrain.

Gestion budgétaire et financière

Le Parlement a souligné qu'en 2022, **98,5%** des crédits d'engagement disponibles ont été utilisés (179,4 milliards d'EUR sur 182,2 milliards d'EUR). Il a toutefois critiqué le taux élevé d'erreur dans les dépenses 2022, qui a atteint **4,2%** (contre 3% en 2021 et 2,7% en 2020). Les députés ont relevé avec préoccupation que le reste à liquider total a atteint un niveau record de **450 milliards d'EUR** en 2022, dû à la fois à une augmentation des engagements liés à NextGenerationEU et au lent démarrage de la mise en œuvre de la période de programmation 2021-2027. Ils ont constaté avec préoccupation que la dette de l'Union a augmenté, passant de 236,7 milliards d'EUR en 2021 à 344,3 milliards d'EUR en 2022.

Les députés ont relevé qu'en 2022, **l'inflation** des prix à la consommation avait augmenté de manière significative, ce qui a affecté le budget de l'Union. Ils ont soutenu la recommandation de la Cour invitant la Commission à évaluer l'incidence de l'augmentation de l'inflation sur le budget de l'Union afin d'appliquer des mesures d'atténuation.

Le Parlement a invité à faire siennes les propositions formulées par le Parlement européen dans ses résolutions sur les **ressources propres**, afin de garantir l'existence de ressources suffisantes permettant de rembourser les investissements réalisés au titre de NextGenerationEU.

Rubrique 1 du CFP : Marché unique, innovation et numérique

Le budget des programmes relevant de la rubrique a été de **25,2 milliards d'EUR** (soit 12,9% du budget de l'Union). Au 31 décembre 2022, les crédits d'engagement budgétaires finaux adoptés s'élevaient à 21.845,08 millions d'EUR et 99,99% d'entre eux ont été exécutés.

Le Parlement a invité la Commission à : i) inclure les fonds supplémentaires nécessaires pour Horizon 2020 et Horizon Europe dans le projet de budget 2025 afin d'améliorer la situation actuelle, où sept propositions de haute qualité sur dix ne peuvent toujours pas être financées; ii) continuer d'appliquer des règles et procédures simplifiées; iii) poursuivre le financement visant à créer une union de l'énergie intégrée, innovante et résiliente qui promeuve une énergie sûre, durable, compétitive et abordable pour tous, en particulier les PME et les consommateurs vulnérables et en situation de précarité énergétique.

Rubrique 2 du CFP : Cohésion, résilience et valeurs

Le budget des programmes relevant de la rubrique a été de **79,1 milliards d'EUR** (soit 40,4% du budget de l'Union). Au 31 décembre 2022, les crédits d'engagement budgétaires finaux adoptés s'élevaient à 67.805,19 millions d'EUR et 98,29% d'entre eux ont été exécutés.

Les programmes 2014-2020 ont donné lieu à plus de 1 million de projets. À ce jour, ils ont soutenu 2,4 millions d'entreprises, créé 370.000 nouveaux emplois, amélioré la performance énergétique de plus de 540.000 ménages, créé 6.000 mégawatts de capacités en nouvelles sources d'énergie renouvelables et permis à 6,3 millions de ménages de bénéficier du haut débit. Le taux d'absorption des fonds de la politique de cohésion dans le cadre de la période de programmation 2014-2020 a atteint 79,2% à la fin de 2022 (86% à la fin de 2023).

Les députés ont constaté avec inquiétude que le niveau d'erreur estimatif global calculé par la Cour pour la rubrique en 2022 est passé à **6,4%**, bien au-dessus du seuil de signification.

Le Parlement s'est dit préoccupé par la récente affaire de détournement présumé de fonds de l'Union dans le cadre de marchés impliquant l'achat de masques de protection. Il a par ailleurs fait observer que des situations semblables se sont produites notamment dans une affaire récemment révélée de fraude présumée impliquant des fonds du FEDER au Portugal et dans plusieurs affaires de détournement présumé de fonds de REACT-EU pour l'achat de matériel médical en République tchèque.

Les députés ont également déploré la décision de la Commission du 13 décembre 2023 qui considère que la Hongrie a rempli la condition favorisant la horizontalité du RPDC relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, décision qui a permis aux autorités hongroises de présenter des demandes de remboursement allant jusqu'à 10,2 milliards d'EUR sans que soient mis en place des mécanismes de contrôle ou des procédures de passation de marchés publics adéquats pour garantir la bonne gestion financière et la protection du budget de l'Union.

Rubrique 3 du CFP : Ressources naturelles

Le budget des programmes relevant de la rubrique a été de **58,3 milliards d'EUR** (soit 29,7% du budget de l'Union).

La Cour estime que le niveau d'erreur s'élève à **2,2%** (1,8% en 2021) et que la plupart des erreurs constatées concernaient des opérations relevant du développement rural. La majorité des erreurs relevées par la Cour sont dues à la communication d'informations inexactes sur la superficie ou les animaux (42%) et sur des bénéficiaires, des activités, des projets ou des dépenses inéligibles.

Le Parlement a invité la Commission à **ne pas réduire le rythme et l'ambition nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques** fixés dans le pacte vert pour l'Europe et a souligné la nécessité d'accroître les investissements nécessaires à cette fin. Il a insisté sur le fait qu'en 2022, l'Union a été loin d'atteindre le niveau de performance requis pour réaliser les objectifs climatiques fixés pour 2030, 2040 et 2050.

Rubrique 4 du CFP : Migration et gestion des frontières

Le budget des programmes relevant de la rubrique a été de **3,4 milliards d'EUR** (soit 1,7% du budget de l'Union). Au 31 décembre 2022, les crédits d'engagement budgétaires finaux adoptés s'élevaient à 3.410,39 millions d'EUR et 99,54% d'entre eux ont été exécutés. Le Parlement a invité la Cour à fournir une estimation claire du taux d'erreur pour cette rubrique.

Les députés ont fait observer qu'en 2022, les crédits de la rubrique 4 du CFP ont été décisifs pour faire face aux conséquences de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine.

Rubrique 5 du CFP : Sécurité et défense

Le budget des programmes relevant de la rubrique a été de **1,2 milliard d'EUR**.

Le Parlement a invité la Commission à : i) élaborer une stratégie à plus long terme pour le fonds européen de la défense (FED) en s'appuyant sur l'expérience acquise dans le cadre de l'action préparatoire sur la recherche en matière de défense (PADR); ii) veiller à la mise à disposition d'un budget suffisant et de ressources humaines qualifiées suffisantes pour renforcer la coopération en matière de défense et les investissements dans la défense et pour mettre en œuvre le FED.

Rubrique 6 du CFP : Le voisinage et le monde

Le budget des programmes relevant de la rubrique a été de **14,5 milliards d'EUR** (soit 7,4% du budget de l'Union). Les crédits de paiement budgétaires finaux adoptés s'élevaient à 13.156,10 millions d'EUR et 99,19% d'entre eux ont été exécutés.

Le Parlement a fait remarquer que les résultats de l'audit de la Cour montrent qu'il s'agit d'un domaine à haut risque (34 des 72 opérations contrôlées, soit 47%, étaient concernées par des erreurs), et a invité dès lors la Cour à fournir une estimation claire du taux d'erreur pour cette rubrique.

Un amendement adopté en plénière souligne la préoccupation des députés face à des «informations crédibles» selon lesquelles l'argent de l'UE aurait pu être «partiellement détourné» par le Hamas et le personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA) aurait pu être impliqué dans des actes terroristes. Les députés ont invité la Commission à diversifier les bénéficiaires du soutien de l'UE aux civils palestiniens et à y inclure l'OMS, l'UNICEF et le Croissant-Rouge. Ils ont également pressé la Commission de veiller à ce que des contrôles indépendants de l'UNRWA soient effectués.

Rubrique 7 du CFP : Ressources humaines

Le budget des programmes relevant de la rubrique a été de **11,6 milliards d'EUR** (soit 5,9% du budget de l'Union).

Le Parlement a constaté avec satisfaction que le pourcentage de femmes aux postes de direction a considérablement augmenté depuis le début du mandat: en juillet 2023, la part des femmes aux postes de direction était de 45,2% au niveau de l'encadrement supérieur (soit une hausse de près de 9% depuis le début du mandat) et de 47,5% au niveau de l'encadrement intermédiaire (soit une hausse de 6%).

Dans un amendement adopté en plénière, les députés ont critiqué le processus politisé de nomination du représentant de l'UE pour les PME, alors qu'il est apparu lors des évaluations de recrutement que les deux autres candidates, provenant d'États membres sous-représentés, disposaient de qualifications supérieures, et qu'il soit un député sortant du «parti politique allemand de la Présidente von der Leyen». Ils ont demandé à la Commission de sélectionner un nouveau candidat en ayant recours à un processus véritablement transparent et ouvert.